

LA FRANCE N'ATTEND PAS. ELLE S'ORGANISE.

Design Vital — France 2027

Document d'interpellation — v2.2 (définitive)

Pierre MACALUSO

Ce que vous lisez n'est pas un programme de plus.

La France a des plans, des lois, des rapports, des commissions, des milliards, des réformes. Elle a des gens compétents. Elle a des institutions anciennes.

Et pourtant, trop de systèmes publics restent fragmentés, trop de décisions arrivent après les effets de bord, trop d'échecs disparaissent avec le mandat.

À la fin du premier trimestre 2026, la dette publique au sens de Maastricht s'établit à 3 536,1 milliards d'euros, soit 117,5 % du PIB. Au 1er août 2026, les prisons françaises comptent 89 668 détenus pour 63 303 places opérationnelles : une densité carcérale globale de 141,6 %. La croissance reste faible. Les inégalités d'accès aux soins persistent. Le tissu productif est sous tension. La défiance envers les institutions demeure élevée.

**Ce n'est pas seulement un problème de moyens.
C'est aussi, et profondément, un problème d'organisation.**

Nous accumulons des solutions sans vision d'ensemble. Nous votons des lois sectorielles qui se marchent dessus. Nous dépensons sans toujours savoir ce qui fonctionne. Nous recommençons trop souvent à zéro.

**La France ne manque pas d'intelligence.
Elle manque d'un système capable de relier ce qu'elle sait.**

1. Contrat de lecture

Ce texte n'est pas une doctrine.
Il n'affirme pas que le Design Vital est une vérité.
Il ne promet pas la dette zéro.
Il ne promet pas 4 % de croissance.
Il ne promet pas des milliers de milliards d'économies déjà en caisse.

Il n'affirme pas qu'une IA a classé ce programme au-dessus des autres.
Il ne substitue pas l'algorithme au suffrage, au Parlement, au juge ou au fonctionnaire.

Une simulation n'est pas une décision.
Une corrélation n'est pas une causalité.
Une économie potentielle n'est pas une économie budgétaire.
Une innovation n'est pas un progrès tant que ses résultats, ses coûts et ses effets indirects n'ont pas été examinés.

Ce document demande autre chose : organiser la décision publique autrement.
Rendre visibles les interdépendances. Expérimenter avant de généraliser. Évaluer avant de persévérer. Transmettre ce qui a été appris.

Doctrine de réfutabilité : aucune institution, aucun expert, aucun modèle, aucune intelligence artificielle n'a le monopole de la vérité. Toute politique nouvelle doit pouvoir être documentée, critiquée, expérimentée si nécessaire, évaluée, abandonnée.

Si les données sont insuffisantes, le système doit pouvoir dire : « niveau de connaissance insuffisant pour recommander une option. »

Pas de faux chiffre. Pas de décision maquillée en science.

2. Le diagnostic

Santé, école, énergie, logement, justice, agriculture, finances, sécurité, climat : ces domaines sont liés. L'action publique saisit encore mal ces liens. Les connaissances existent, mais elles circulent mal. Les effets indirects arrivent après coup.

Plus de lois, plus d'argent, plus de contrôle et plus de technologie ne suffisent pas si l'architecture de la décision reste fragmentée. Cette hypothèse n'est pas un fait définitivement chiffré. Elle est cohérente avec ce que l'on observe : compétences enchevêtrées, coûts de coordination, mémoire publique trop courte.

On gouverne encore comme si le pays était une collection d'objets séparés : une loi ici, un ministère là, une réforme ailleurs. Une société n'est pas une pile d'objets. C'est un tissu de relations. Quand on tire un fil, d'autres bougent. Trop souvent, on le découvre trop tard.

3. Une hypothèse de travail, pas une révélation

Le Design Vital propose un regard, présenté comme hypothèse :

- le réel se comprend souvent mieux comme un tissu de relations que comme un assemblage d'objets isolés ;
- l'information permet l'organisation, la transmission et l'adaptation ;
- l'énergie est le flux de cette organisation ;
- la cohérence conditionne la durée d'un système ;
- à chaque niveau, des propriétés nouvelles apparaissent.

Cette hypothèse s'appuie sur une constellation de travaux — physique de l'information, biologie des systèmes, sciences cognitives, philosophie — et sur des observations à plusieurs échelles. Elle ne clôt pas le débat. Elle propose un langage capable de relier des domaines qui ne se parlent pas.

Principe opérationnel du Design Vital :

une organisation augmente sa capacité d'adaptation lorsque la qualité des relations entre ses composants croît plus vite que la complexité de ces composants.

Donc :

- la performance isolée d'un service ne garantit pas celle du système ;
 - toute optimisation locale doit être lue à l'échelle de ses interdépendances ;
 - toute hausse de complexité doit produire un gain démontrable de compréhension, de résilience ou d'utilité ;
 - un système durable doit pouvoir apprendre sans perdre ses principes.
-

4. Une méthode, pas une discipline de remplacement

Le Design Vital ne remplace pas le droit, l'économie, la médecine ou l'ingénierie. Il les relie.

Méthode en cinq temps :

Observer — regarder ce qui existe, sans préjugés.

Cartographier — rendre visible ce qui est souvent invisible : relations, flux, interdépendances.

Identifier — repérer ce qui fait la qualité ou la fragilité d'une organisation.

Concevoir — imaginer des organisations nouvelles ou améliorer celles qui existent.

Évaluer — mesurer les effets, apprendre, corriger.

Cycle de gouvernement :

observer → cartographier → identifier → concevoir → simuler → délibérer → décider
→ agir → mesurer → corriger → transmettre.

Douze principes, comme grille plutôt que comme slogan :

Relation — Organisation — Émergence — Diversité — Coopération — Information —
Énergie — Beauté — Transmission — Résilience — Liberté — Sens.

Un hôpital, une loi, une filière, une école peuvent être lus avec la même grille :
quelles relations, quelle circulation d'information, quelle capacité à apprendre, quel
sens pour ceux qui y participent.

**Les finalités restent politiques. La méthode ne dit pas à la place du peuple ce qu'il
faut vouloir. Elle demande que l'on voie ce que l'on déclenche.**

5. Ce que l'on peut instituer — et ce que l'on ne doit pas canoniser

Une infrastructure n'est jamais neutre. Elle porte toujours une manière de découper
le réel. Tout État a déjà une ontologie, le plus souvent invisible, sectorielle, héritée.
La question n'est pas d'en inventer une pour la proclamer. La question est de la
rendre explicite, contestable, et utile.

Deux couches, à ne pas confondre.

L'ontologie opérationnelle.

Une grammaire : nœuds, flux, stocks, contraintes, délais, boucles, niveaux de
preuve. Les mêmes primitives pour un hôpital, une ville, une loi, une filière. Cela, une
infrastructure publique peut le porter. C'est un langage commun, pas une
cosmologie officielle.

L'ontologie philosophique.

Le réel comme tissu de relations. L'information comme substrat. La cohérence
comme principe organisateur. Cette hypothèse appartient à l'œuvre-source. Elle
oriente la méthode. Elle n'est ni un résultat scientifique établi, ni une condition
d'accès à l'ICP, ni une vérité d'État.

Chaque livrable public étiquette : **établi / probable / controversé / hypothétique /
simulé**. Plusieurs modèles peuvent coexister. Pas de vérité officielle algorithmique.

On ne décrète pas une ontologie.
On construit l'infrastructure qui la rend pensable, fabricable et discutable.
Ensuite, c'est l'usage qui décide si elle tient.

Les civilisations ne changent pas seulement par les lois. Elles changent quand un langage du réel devient praticable. Aujourd'hui ce langage est éclaté : la physique parle relations et information, la biologie parle réseaux, les sciences cognitives parlent boucles, certaines traditions parlent interdépendance — et l'État parle encore en silos.

L'ICP peut devenir un espace public où ces langages et ces modèles peuvent être confrontés, traduits et mis à l'épreuve sur des problèmes concrets. Pas le siège d'une orthodoxie. Un banc d'essai.

Trois vecteurs, dans cet ordre :

Organisation — cartographier vraiment les interdépendances, sur des cas réels.
Création transmédia — lois, villes, formations, prototypes, simulations publiques. L'hypothèse devient forme. Elle se juge à ce qu'elle permet de concevoir.
Diffusion — scientifique, philosophique, et, le cas échéant, des résonances spirituelles d'interdépendance. Sans syncrétisme d'État. Sans promesse de salut.

Une ontologie relationnelle n'a pas à être enseignée comme dogme. Si elle explique mieux, conçoit mieux, résiste à la réfutation, elle devient familière. Sinon elle recule.

On ne conquiert pas une ontologie.
On lui donne une infrastructure, des œuvres, et le droit d'échouer en public.

6. L'articulation avec l'existant : ne pas refaire ce qui se fait déjà

L'ICP ne se substitue à aucune structure existante. Elle s'articule avec elles. La mission de préfiguration aura précisément pour objet de clarifier ce partage, et non de le décréter par avance.

Domaine	Existant	Question posée par l'ICP
Infrastructure numérique de l'État	ARIANE / administrations compétentes	Ne pas dupliquer

Domaine	Existant	Question posée par l'ICP
Transformation des services publics	DSP / administrations	Articuler
Simulation intersectorielle	À instruire	Tester pendant la préfiguration
Délibération sur les scénarios	À instruire	Tester
Mémoire systémique des décisions	Fragmentée	Évaluer l'apport d'un socle commun

Le partage exact des rôles avec ARIANE, la DSP et les administrations compétentes n'est pas tranché ici. Il doit l'être pendant la préfiguration. Sans cette clarification, l'ICP serait un doublon. Avec elle, elle devient l'articulation qui manque.

7. L'ICP : elle éclaire. Elle ne décide pas.

L'Infrastructure Cognitive Publique n'est pas un logiciel unique, ni une IA centrale, ni une institution au-dessus des autres. C'est un cadre public d'interopérabilité, de connaissance, de simulation, de délibération et d'apprentissage.

Modulaire. Connecteurs, modèles, bibliothèques, assistants de conception, outils de simulation peuvent être ajoutés, évalués, améliorés ou remplacés séparément.

Accessible. État, collectivités, recherche, entreprises, associations, citoyens peuvent contribuer ou utiliser certaines composantes.

Ouverte sur les standards, fermée sur les données sensibles.

Réversible. Composants et fournisseurs remplaçables sans détruire le système.

Elle n'est pas :

- une IA qui tranche
- un ministère de plus
- un score civique

- une application obligatoire
- une infrastructure de surveillance

Elle permet de représenter des systèmes différents avec les mêmes primitives, de simuler des transformations, d'explorer des organisations possibles. Sans ce socle, trop de réformes restent aveugles. Avec lui, l'État peut apprendre au lieu de recommencer à zéro tous les cinq ans.

8. Démocratie augmentée

Pas l'automatisation du suffrage. L'intelligence collective organisée.

Un espace civique public, distinct des réseaux privés :

Dépôt → analyse humaine assistée → contre-expertise → délibération → décision par l'autorité compétente → mesure → mémoire publique.

L'IA n'a aucun pouvoir de vote, de sanction ou d'arbitrage final.

Aucun droit essentiel n'est conditionné à une application. Guichet, papier, téléphone, France Services. Les consultations publient leurs biais.

Plus de mémoire. Plus de contradiction. Plus de suivi.

9. Concevoir, pas seulement piloter

L'ICP n'est pas qu'un tableau de bord. C'est un moteur de conception :

- Design juridique** : simuler les effets systémiques d'une loi avant son adoption.
- Design technique** : concevoir procédés et infrastructures comme systèmes, pas comme machines.
- Design urbain** : simuler transports, logements, écoles, énergie et environnement avant d'aménager.
- Design financier** : tester les instruments sur leurs effets réels.
- Design transdomaine** : produire des solutions qu'aucun ministère isolé ne peut concevoir.

Cette capacité créative peut devenir une offre — modules, simulation, formation, licences, export — si et seulement si la demande existe, si la qualité est là, si l'intérêt public et les droits des contributeurs sont préservés.

On distingue une activité économique, des recettes, et une rentabilité.
Le scénario de référence ne compte aucun gain hypothétique. Si des recettes apparaissent, elles sont constatées et évaluées ; si elles n'apparaissent pas, la soutenabilité du projet ne doit pas en dépendre.

10. Dix garanties. Non négociables.

N°	Garantie	Contenu
1	Primauté humaine	Toute décision normative, coercitive ou individuelle grave reste humaine et juridiquement attribuable.
2	Contestabilité	Recours humain.
3	Transparence méthodologique	Hypothèses et limites des modèles publics accessibles.
4	Incertitude explicite	Ce qui est su, estimé, ignoré.
5	Proportionnalité des données	Pas de collecte « au cas où ».
6	Cloisonnement	Santé, justice, défense, renseignement gardent leurs régimes.
7	Aucun classement des citoyens	Ni score civique, ni score politique, ni hiérarchie algorithmique.
8	Aucun contrôle de la vie familiale	L'ICP ne devient jamais une infrastructure de surveillance domestique.
9	Droit au non-numérique	Aucun droit essentiel n'est subordonné à l'usage d'une application ou d'une IA.
10	Réversibilité	Ce qui coûte trop, ou blesse trop les libertés, peut être arrêté, remplacé ou réduit.

Si une composante viole cela, ce n'est plus l'ICP.

11. Ce que je demande

Je ne demande pas à la France d'adopter aujourd'hui le Design Vital comme doctrine.

Je ne demande pas de construire immédiatement une nouvelle administration.

Je demande qu'elle accepte de tester l'hypothèse.

1 — Créer une mission de préfiguration de douze mois, placée auprès du Premier ministre.

2 — Faire auditer, de façon indépendante, la faisabilité juridique, technique, cyber et budgétaire.

3 — Clarifier l'articulation avec ARIANE, la DSP et les administrations existantes.

4 — Construire quelques démonstrateurs territoriaux volontaires.

5 — Mesurer. Publier. Puis décider : continuer, modifier ou arrêter.

Séquence minimale :

- installer la mission dès les premiers jours ;
- réunir une cellule interministérielle dans les soixante jours ;
- produire dans les cent jours un portail minimal et le cadrage de l'étude indépendante ;
- remettre un rapport public avant toute montée en charge.

Le détail opérationnel — véhicules juridiques, calendrier, finances, gouvernance — appartient à France 2027. Ce texte-ci n'a qu'une fonction : rendre l'enjeu lisible, et rendre la demande impossible à manquer.

12. Attaquez ce texte. Puis examinez-le.

Je ne viens pas des appareils. Je viens d'une recherche trop longue sur une question simple : pourquoi des systèmes intelligents produisent-ils des résultats stupides dès qu'ils cessent de se parler ?

Cela ne donne aucun privilège de vérité.

Cherchez l'inconstitutionnalité. La dépense non financée. L'économie fictive. L'atteinte aux libertés. La compétence qui n'appartient pas à l'État. La technologie

**qui n'existe pas. La promesse non mesurable. Le conflit d'objectifs dissimulé.
L'administration nouvelle inutile. L'endroit où l'IA devient une caution d'autorité.
L'endroit où l'hypothèse philosophique se déguise en dogme public.**

**Pour chaque objection valide, le programme est modifié.
Le but n'est pas un texte inattaquable.
C'est un texte qui s'améliore quand on le frappe.**

Je ne demande pas que l'on me croie.
Je demande que l'on examine.

Si cette architecture est mauvaise, démontrez-le et abandonnons-la.
Si elle est améliorable, améliorons-la.
Si elle permet à l'État de mieux comprendre avant d'agir, de mesurer après avoir agi
et de transmettre ce qu'il apprend, alors expérimentons-la.

**La France n'a pas besoin d'une nouvelle certitude.
Elle a besoin d'une capacité organisée à apprendre.**

C'est le sens de cette interpellation.

La France n'attend pas. Elle s'organise.

Pierre MACALUSO
Auteur du Design Vital

Le livre porte la pensée.
France 2027 porte l'architecture opérationnelle.
Ce texte demande qu'on ouvre les deux.

« La cohérence ne s'impose pas. Elle s'organise. Et elle s'organise par la qualité des relations. »